



FINANCEMENT

La perte du triple A, une menace pour le financement et l'économie française ?

La nouvelle est tombée comme un glas... Une veille de week-end comme pour se fondre dans les replis de l'actualité et passer inaperçue. Un vœu pieu non exaucé. Les trompettes du catastrophisme ont tout de suite entamé leur mélodie de fin du monde... de fin d'un monde. La France venait de perdre son triple A, dégradée par l'agence de notation Standard&Poor's. Et la clameur de ces voix, sorties des bouches médiatiques, a bâillonné celles, moins tonnantes, du réalisme, qui avaient dégradé la France depuis quelques mois déjà. Parmi elles, l'économiste Alexandre Delaigue, co-fondateur d'Econoclasse : «Le changement de notation est un épiphénomène qui entérine une situation déjà effective sur les marchés et n'a de fait, qu'une portée symbolique».

Perçue comme une catastrophe nationale, la perte du triple A intervenue le 13 janvier 2012 était déjà entérinée depuis longtemps par les marchés. Une officialisation dont les conséquences restent, somme toute, limitées pour les acteurs économiques.

Dans la foulée, Standard&Poor's a également dégradé le Fonds Européen de Soutien (FES) et pointe du doigt l'ensemble de l'Europe car l'agence estime en substance que les solutions mises en place par l'Union européenne ne sont pas à la hauteur, dans la mesure où l'austérité n'est pas LA solution. Faut-il alors balayer les politiques d'austérité ? Alexandre Delaigue nous remet les pieds sur terre : « Nous n'avons pas encore dessiné une troisième voix entre l'austérité et la relance, c'est très difficile et l'Europe est en panne ».

Quelles sont alors les conséquences de la perte de ce « trésor national » chanté depuis quelques jours par les chœurs de l'alarmisme ? L'aspect psychologique et politique de la dégradation de la note souveraine n'est pas négligeable car elle effraie davantage certains investisseurs et épargnants déjà enclins à la prudence et à l'attentisme. Mais paradoxalement, alors que la valeur des obligations françaises va être dégradée et que cela va jouer sur la valeur de l'actif, les rendements à longs terme peuvent s'en trouver améliorés.

Banques dégradées

La perte du triple A signifie bien entendu une dégradation de la signature de la France avec, par voie de conséquence, une augmentation de la prime de risque demandée. « L'Etat devra emprunter avec un taux un peu plus élevé mais cette hausse restera mesurée », souligne Philippe Crevel, secrétaire général du Cercle des Epargnants. Les marchés avaient entériné cette perte bien avant son annonce officielle et la France emprunte depuis quelques mois déjà à environ un point de plus que l'Allemagne.

Les perspectives sont plus inquiétan-

tes pour les collectivités locales qui ne peuvent pas être dotées d'une note supérieure à celle de leur Etat de référence. Les collectivités dépendent, en effet, en grande partie des transferts financiers de l'Etat, via l'allocation globale de fonctionnement, or, une fois leur note dégradée, elles devraient faire face à des créanciers plus méfiants qui leur réclameraient des taux d'intérêt plus élevés et alourdiraient le coût de leur dette. Conséquence ? Une hausse probable du coût de la fiscalité locale. Cependant, les collectivités locales même dégradées, vont continuer à acheter des ressources sur le marché obligataire. Alexandre Delaigue dépeint la suite : « Par effet de domino, un certain nombre d'entreprises et de banques nationales ont été dégradées car elles ne peuvent pas, elles non plus, avoir une note plus élevée que leur Etat et devront emprunter à un taux plus élevé et veiller à leur solvabilité ».

Et de fait, la Caisse des Dépôts et consignations (CDC), Crédit Agricole, BPCE et Société Générale ont été dégradées d'un cran par l'agence américaine dans le sillage de la dégradation de la France. Résultat : à la Bourse de Paris, les banques ont essuyé dans la foulée de lourdes pertes, comme Société Générale avec -5,42% à 21,56 euros, ou CA.SA avec -5,24% à 4,94 euros.

Durcissement du crédit

« L'euro repose désormais sur l'Allemagne et sort affaibli de cette dégradation de la France. Il en résulte une dépréciation qui sera positive pour les exportations mais qui renchérra nos achats à l'étranger. Un euro faible pénalisera la consommation et le pouvoir d'achat des Français », prophétise Philippe Crevel. Phénomène encore

accentué par l'annonce d'un durcissement de l'accès au crédit et la hausse des taux par les banques, à la fois pour les entreprises et les particuliers. Une nouvelle dégradation dans les relations déjà difficiles qu'entretiennent les banques avec leurs clients se profile-t-elle ? La faute à la perte au triple A ! La banque empruntant plus cher sur les marchés, on peut supposer qu'elle répercute cette hausse sur ses clients. Un paradoxe quand on pense que le prêt de 489 milliards d'euros accordé aux banques par la BCE en décembre dernier a été pour nombre d'entre elles placé à 0,25% à la...

BCE ! Alexandre Delaigue relativise toutefois ces mécanismes de répercussions en chaîne. « Les banques ont déjà enclenché le processus de resserrement du crédit en raison de la réglementation de Bâle 3 et l'effondrement du marché interbancaire, explique-t-il. La ressource pour les banques est devenue très chère et dans ce contexte, l'impact supplémentaire d'une baisse de la note pourrait passer presque inaperçue ».

Que faire alors dans cette Europe en crise ? Certains prêchent pour plus d'Europe, car la dégradation de l'Europe serait due à un manque d'Europe. Une affirmation qui puise ses arguments dans les chiffres : le budget européen représente 1% du PIB en France... « Les grecs ne peuvent pas se sortir seuls du marasme et tant que l'Europe ne met pas en place des outils pour empêcher la noyade de ceux qui se sont mal comportés, on est dans une spirale noire. Il faut plus d'Europe et plus de projets d'avenir », conclut Philippe Crevel. En attendant, Moody's vient de menacer de réviser de stable à négative la perspective de long terme de la note de la France et du Royaume-Uni. ■

Des banques dégradées françaises

Véronique PIERRON